Communiqué de presse **Embargo 14 sept. 2012-12:00**

Prendre soin de sa famille coûte cher

La Conférence suisse des délégué-e-s à l'égalité invite les pouvoirs publics à mieux prendre en compte le travail de « CARE ». Ce terme anglais désigne le travail de prise en charge, rémunéré ou non, d'une ou plusieurs personnes ne pouvant vivre de manière indépendante. Il s'agit la plupart du temps d'enfants ou de personnes âgées. Bien que de plus en plus d'hommes s'investissent dans ce domaine, ce travail est fourni majoritairement par les femmes. La part non rémunérée varie fortement en fonction des générations: pour la prise en charge des personnes âgées, cette part n'est - pour l'instant - que de 34%, alors qu'elle s'élève à 93% pour les enfants¹.

Lors de sa séance d'automne, organisée à Neuchâtel les 13 et 14 septembre, la Conférence suisse des délégué-e-s à l'égalité - qui rassemble les bureaux fédéral, cantonaux et communaux de toute la Suisse - a partagé ses réflexions sur le thème du « CARE » avec les auteures d'une récente étude sur le sujet, Caroline Knupfer et Heidi Stutz, ainsi qu'avec la Conseillère nationale saint-galloise et présidente de Pro Familia, Lucrezia Meier-Schatz.

En Suisse, le travail de CARE non rémunéré entraîne des risques de précarité accrus pour les personnes qui assument cette charge et leurs familles. Les chiffres de la pauvreté, de l'aide sociale ou du chômage donnent tous le même signal : les mères et les pères qui se sont consacrés principalement à l'éducation des enfants se retrouvent avec un déficit économique conséquent, notamment en cas de divorce, situation qui concerne de nos jours près d'un couple sur deux. Ce constat devrait inciter les cantons et la Confédération à assurer une meilleure protection sociale du CARE et à lever les incitations négatives à une bonne insertion des deux parents sur le marché du travail. Celles-ci non seulement entravent la liberté de choix des parents et mettent en danger les familles mais elles risquent de porter atteinte à la compétitivité économique de la Suisse, au moment où notre pays doit faire face à une pénurie de personnel qualifié ainsi qu'à un vieillissement démographique, et avec lui une augmentation du nombre de personnes âgées dépendantes.

Parmi les pistes prometteuses, la Conférence relève le modèle de développement de l'accueil de jour des enfants, avec un financement des employeurs, adopté par divers cantons romands (Vaud, Fribourg et Neuchâtel) ou la réforme de la fiscalité à Neuchâtel qui prévoit, dès 2013, la déduction intégrale des frais de garde (jusqu'à Frs 17'500.- par année). Elle salue les initiatives d'associations comme Pro Familia avec son site www.jobetfamille.ch ainsi que les mesures favorisant la conciliation développées au sein d'entreprises particulièrement conscientes des enjeux économiques et de leurs responsabilités sociales.

Pour tout renseignement: Nicole Baur, présidente de la CSDE, 079 735 02 15

Documentation (téléchargeable sur : www.egalite-suisse.ch)

Knupfer C. et Stutz H., 2012, *La protection sociale du travail de care non rémunéré. Les besoins d'adaptation de l'Etat social liés à l'évolution du partage du travail entre femmes et hommes*, Bureau fédéral pour l'égalité entre femmes et hommes BFEG.

SECO: Plate-forme "Conciliation famille et travail" www.travailetfamille.admin.ch

¹ Madörin, Mascha / Schnegg, Brigitte / Baghdadi, Nadi, 2010 : *Social and Political Economy of Care in Switzerland*. In: Razavi, S. et Staab, S. (éd.) : *The Political and Social Economy of Care*, United Nations Research Institute for Social Development UNRISD, New York. Les estimations reposent sur les données OFS 2007/2008.

Bureau fédéral pour l'égalité entre femmes et hommes BFEG, 2010, *Reconnaissance et revalorisation du travail de care. Agir pour l'égalité.*